

FINANCES  
PERSONNELLES

## CHALET

Louer  
pour  
rêver

Agence QMI | Les gens qui prévoient faire l'acquisition d'un chalet songent à la location comme moyen de financer leur achat, révèle une étude de Royal LePage publiée hier.

Le sondage mené auprès de propriétaires actuels et de gens qui ont l'intention d'acheter une propriété au cours des cinq prochaines années montre que la moitié des acheteurs potentiels ont affirmé vouloir louer leur propriété afin de réduire les frais afférents.

Cependant, plus de 8 propriétaires actuels sur 10 (83 %) ont affirmé ne pas louer leur propriété récréative afin de réduire les coûts de propriété.

« Bien que la location de votre propriété puisse constituer une option intéressante pour améliorer la viabilité financière d'un tel projet, certaines régions disposent de règlements qui interdisent la location, alors que d'autres ont des règles strictes en matière de bruit qui pourraient limiter votre capacité à trouver des locataires », a déclaré Phil Soper, président et chef de la direction, Services immobiliers Royal LePage.

## Autres solutions

Pour réaliser leur rêve de posséder une propriété récréative, les acheteurs potentiels ont également affirmé qu'ils étaient prêts à réduire leurs dépenses discrétionnaires (32 %), acheter une propriété à rénover (25 %), acheter uniquement le terrain au départ et construire une propriété plus tard (23 %), acheter avec des amis ou des membres de la famille (22 %).

L'étude a été menée en ligne du 5 au 12 avril 2012 par Léger Marketing auprès de 1 000 Canadiens qui possèdent actuellement une propriété récréative ou qui songent à en acheter une au cours des cinq prochaines années. La marge d'erreur est de ± 3,1 %, 19 fois sur 20.



PHOTO AGENCE QMI

■ Denis Laquière dénonce la facilité avec laquelle les entreprises d'enfouissement réussissent à mener leurs affaires à leur guise.

## De l'or, les déchets

■ Quatre géants se partagent 80 % du marché

**Les Québécois dépensent 1,3 milliard de dollars par année pour la gestion des déchets qu'ils produisent en grande quantité. Ils en ont jeté 13 millions de tonnes en 2008, une hausse de 56 % en 10 ans. Plus de la moitié, 6,7 millions de tonnes, est destinée à l'enfouissement.**

## DENISE PROULX

Agence QMI

Il s'agit d'une vraie mine d'or qui rapporte des millions annuellement à quatre grandes compagnies qui font la pluie et le beau temps. C'est ce que déterre le documentaire *LA POUVELLE PROVINCE*, du réalisateur Denis Laquière, produit par Argus Films, qui arrive en salle montréalaise ce vendredi 18 mai.

Les quatre maîtres québécois des déchets se partagent 80 % du marché de l'enfouissement dans la province.

Browning-Ferris Industries (BFI) est gestionnaire du site de Lachenaie, le plus grand lieu d'enfouissement sanitaire au Québec. Il possède un permis pour enfouir 1,3 million de tonnes de déchets annuellement.

## Les Américains

Waste Management, une multinationale américaine basée à Houston, au Texas, - la plus grande au monde -, enfouit 1,7 million de tonnes par an dans les sites de Sainte-Sophie et de Saint-Nicéphore.

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) vient de terminer des audiences publiques pour une demande d'agrandissement de ce dernier site de Drummondville. Saint-Nicéphore pourrait accueillir 12 millions de tonnes au cours des 20 prochaines années.

Entreprise Berthier Inc. (EBI), une compagnie québécoise, est installée à Saint-Thomas de Joliette et brasse 0,7 million de tonne par année.

Enfin, la Régie intermunicipale Argenteuil-Deux-Montagnes, propriété de quatre municipalités et de trois municipalités régionales de comté (MRC) de la Rive-Nord, a cédé la gestion de son site de Lachute à Gestion environnementale Nord-Sud, appartenant à la famille Rémillard. Il s'y transige entre 500 000 à 800 000 tonnes de déchets annuellement.

## Faibles coûts

Le documentaire de Denis Laquière dénonce la facilité avec laquelle ces entreprises réussissent à mener leurs affaires à leur guise. « En échange de tarifs peu chers à l'enfouissement et de redevances annuelles, les municipalités leur accordent des appuis.

« C'est un véritable cheval de Troie, car le ministère de l'Environnement tient compte de ces ententes pour analyser leurs demandes et céder à leurs attentes », explique Karel Ménard, directeur général du Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets.

Le coût à l'enfouissement des déchets au Québec est le plus faible en Amérique du Nord. Les municipalités paient en moyenne entre 30 \$ à 50 \$ la tonne.

Le réalisateur Laquière déplore cette situation qui défavorise la mise en œuvre de la récupération et du recyclage et en augmente les coûts à environ 100 \$ la tonne.

« On continue d'enfouir des tonnes de matières dont 80 % sont pourtant recyclables ou compostables, pendant que d'autres États génèrent des économies, voire des revenus d'une gestion plus durable. Il faut un changement de volonté politique », dit-il.

## COMMERCE | SEARS

## La restructuration a ses effets

Sears Canada a déclaré hier des profits en hausse pour le premier trimestre, reflétant un gain extraordinaire généré par la fin de baux de magasins. Le bénéfice du trimestre terminé à la fin du mois d'avril s'est élevé à 93,1 millions de dollars ou 0,91 \$ par action, comparativement à une perte de 47 millions ou 0,45 \$ par action l'année précédente. Les résultats comprennent un gain extraordinaire de 164,3 millions \$ tiré de la fin des baux de trois magasins. Sears avait annoncé en mars la fermeture de trois grands magasins dans le centre-ville de Vancouver, Calgary et Ottawa. Les revenus ont cependant décliné de 7,8 % à 915,1 \$. Les ventes des magasins comparables ont reculé de 6,3 %. Les prix réduits sur plus de 5 000 articles, annoncés en février, ont fait chuter les revenus de la chaîne de magasins, contrôlée par la compagnie américaine Sears Holdings Corp. — Agence QMI

## AÉRONAUTIQUE | CAE

## 42 écoles de pilotage

La compagnie CAE élargit son offre de formation de pilotes d'avion en acquérant l'Oxford Aviation Academy (OAA) pour 314 millions de dollars. OAA exploite sept centres de formation pour l'aviation civile comprenant 40 simulateurs de vols. L'entreprise détient aussi quatre écoles de pilotage ayant la capacité de former 600 pilotes par année. Les établissements sont situés notamment en Australie, au Royaume-Uni, au Danemark, en Chine et au Japon. OAA est la propriété de Star Capital Partners et GE Corp. Elle a généré des revenus d'environ 280 millions \$ au cours de l'exercice 2012. L'acquisition porte à 42 le nombre d'écoles de pilotage et à 211 le nombre de simulateurs exploités par CAE. L'acquisition aura un effet positif sur le bénéfice en 2014, indique CAE. — Agence QMI

## PÉTROLE | GASPEZIA

## Nouveaux permis

La compagnie Pétrolia a annoncé l'obtention de deux nouveaux permis de forage en Gaspésie. Les permis octroyés par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune du Québec visent des forages conventionnels sans fracturation entre les municipalités de Murdochville et de Grande-Vallee. Il s'agit des puits Bourque 1 et 2. En avril dernier, Pétrolia a réalisé un financement privé de 15,75 millions pour ces deux forages, de même que pour un troisième sur le projet Haldimand, près de Gaspé. Pétrolia détient près de 70 % du territoire sous permis pour lequel il existe un potentiel pétrolier terrestre au Québec. — Agence QMI

## FABRICATION | SANDOZ CANADA

## L'usine de Boucherville reprend le dessus

La compagnie pharmaceutique Sandoz Canada affirme que la situation se rétablit à son usine de Boucherville et qu'elle est maintenant en mesure de répondre à la grande majorité des besoins du marché canadien pour la totalité des produits injectables qu'elle fabrique. À l'heure actuelle, affirme l'entreprise, Sandoz Canada satisfait plus de 80 % des besoins pour tous ses produits injectables et 92 % pour tous les produits en production. En février, la compagnie avait interrompu une partie de sa production à la suite d'un avis de la Food and Drug Administration, l'administration américaine des denrées alimentaires et des médicaments, qui jugeait les normes de productions inadéquates. Au début du mois mars, un incendie avait obligé la compagnie à cesser la production durant une semaine. Quelques jours plus tard, Santé Canada rappelait d'urgence un lot de médicaments mal étiquetés. — Agence QMI